

« Il faut plus que jamais rester vigilant »

À l'occasion de l'assemblée générale de la DFCI Gironde, son président Bruno Lafon rappelle le rôle de cette organisation unique dans la défense contre les incendies

Recueillis par **Bruno Béziat**
b.beziat@sudouest.fr

La DFCI (Défense des forêts contre les incendies) de la Gironde s'est réunie vendredi, à Biganos pour son assemblée générale et sa 90^e année d'existence. En présence de leurs principaux partenaires dans cette défense que sont les pompiers, le Département, la Région, ou la gendarmerie, les propriétaires forestiers se sont retrouvés pour un bilan de l'année écoulée et échanger sur les projets à mener. Entretien avec son président Bruno Lafon, également maire de Biganos.

La DFCI a 90 ans, comment est-elle née ?

La première assemblée générale de la Fédération des associations de défense contre l'incendie s'est tenue le 16 juillet 1934. Nous fêtons donc les 90 ans de la Fédération. Il s'agissait d'un regroupement de forestiers qui s'inquiétaient déjà des feux et les discussions de l'époque portaient en partie sur des préoccupations que nous retrouvons aujourd'hui.

Après la guerre, il y a eu le grand incendie de 1949 avec 82 morts. Pour les propriétaires forestiers, cette adhésion à la DFCI est devenue obligatoire avec la création d'une cotisation. L'État a aussi créé un corps de pompiers forestiers. Tout cela a constitué les bases de ce que nous connaissons aujourd'hui, dans le périmètre des Landes de Gascogne (33, 40 et 47), avec des centaines de kilomètres de pistes, des centaines de points d'eau et des travaux d'aménagements qui sont importants.

Cette organisation DFCI est unique ?

Oui c'est un cas atypique en France sur les départements de la Gironde, des Landes et du Lot-et-Garonne. La DFCI Gironde est composée de 69 associations syndicales autorisées (ASA) couvrant 144 communes. Chaque président décide du montant de la cotisation, qui est en moyenne de 2,50 euros par hectare et par an. Des financements proviennent aussi de l'État, de la Région et de l'Union européenne.

Que faites-vous avec cet argent ?

On mène de nombreux travaux sur des pistes, des fossés, des ponts. L'avancement des travaux habituels en 2023 a été perturbé par la

suite des incendies de 2022, mais nous approchons tout de même du million d'euros de réalisations, notamment 13 km d'empierrement de pistes et 5 km de mise aux gabarits de piste en sol naturel. Il a également été réalisé, en urgence, deux ouvrages de franchissement indispensables pour le rétablissement de l'accès aux secours sur les communes de Salles et Biganos pour 100 000 euros.

Et cette année ?

La programmation 2024 s'annonce à la baisse par rapport aux années précédentes, a priori 800 000 euros de travaux financés en Gironde. Aux travaux d'aménagement de fond, s'ajoutent les travaux sur les zones incendiées qui représentent 28 000 hectares uniquement en Gironde. Il s'agit de la reprise de l'hydraulique pour éviter les inondations, mais aussi la reprise des andains (bandes de branchage ou autres) qui se sont formés lorsque l'on a lutté contre l'incendie, et enfin la remise en état des pistes et ponts sur ces zones.

Comment se fait la surveillance du massif ?

Dès 2023, la DFCI Aquitaine, avec l'aide du ministère de l'Agriculture, a développé un système de patrouille et de surveillance au cœur

des zones à risque. Six pick-up supplémentaires ont été mis à disposition des ASA girondines afin de réaliser ces patrouilles, ainsi que des tenues. Durant l'été, ce sont pas moins de 250 patrouilles qui ont été menées par les centaines de bénévoles des ASA. Cette surveillance est un grand changement. Cela nous permet d'intervenir plus vite en cas de départ de feu, et surtout de se montrer en forêt pour dissuader les incendiaires.

Quel est l'impact des évolutions climatiques et démographiques ?

Nous devons nous adapter à l'évolution de notre territoire. L'augmentation très significative de la population est un facteur majeur d'évolution des risques dont le feu de forêt. Nous le répétons depuis plus de quinze ans. Le changement climatique est aussi un facteur fondamental d'évolution du risque. Nous en parlons chaque année. Ce qui s'est passé en 2022 est annonciateur de ce qui peut se dérouler sur le reste du territoire français. Les relevés de Météo France montrent une augmentation des années records, à la fois en termes de température mais aussi de sécheresse. Statistiquement, 2022 n'est pas une exception mais une tendance. Les dernières simulations de Météo France montrent que sur la Nouvelle-Aquitaine les prévisions de précipitations seraient de moins 29 % en été et de plus 12 % en hiver. Les pluies de cet hiver ne doivent pas nous faire baisser la garde. Il faut rester plus que jamais vigilant.



Les agents de la Défense des forêts contre l'incendie patrouillent afin de prévenir tout risque d'incendie. ARCHIVES GUILLAUME BONNAUD / SUD OUEST